

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 189
28 novembre 2011

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

CDFN de la FSU des 22 et 23 Novembre 2011

Les représentants du courant Front Unique sont intervenus :

Retrait pur et simple du décret sur l'évaluation des enseignants, manifestation centrale au ministère, boycott du CTM.

**A bas le plan d'austérité Fillon-Sarkozy ! Pour un appel commun des organisations
syndicales à une manifestation massive à l'Assemblée avant le vote du plan !**

Présentation

L'offensive du gouvernement Sarkozy Fillon s'accroît. C'est ce dont témoigne le second plan d'austérité en moins de deux mois. Nous renvoyons le lecteur aux interventions des représentants Front Unique sur son contenu, du reste largement connu des travailleurs.

La première exigence serait donc que les directions syndicales se prononcent pour le retrait du plan Sarkozy Fillon. Vous ne trouverez pourtant cette exigence ni dans le texte « action » adoptée par le CDFN de la FSU par la majorité UA/EE, ni dans le tract intersyndical appelant à la journée d'action du 13 décembre – placée après la date prévue de l'adoption du plan à l'Assemblée Nationale ! Mais le but du 13 décembre est tout autre : « mener un large débat avec tous les salariés mais aussi avec l'ensemble des citoyens sur la situation de crise et sur les alternatives possibles pour en sortir », « interpeller les responsables (élus, responsables de l'Etat et des entreprises) »

Pendant que le gouvernement cogne, les dirigeants syndicaux – dont ceux de la FSU – invitent à « débattre », « interpellent » ceux qui cognent pour leur proposer « d'autres politiques économiques et sociales ». « D'autres politiques » ? Il faut voir quand on lit le texte de la direction de la FSU reprendre sans vergogne à son compte les propositions de l'impérialisme français et de Sarkozy au G20 comme « la possibilité pour les Etats de se financer auprès de la BCE », la « fiscalité écologique » et autres propositions visant à laisser croire que ce n'est pas le capitalisme qui est responsable de la crise. Autrement dit, il s'agit en réalité d'indiquer au gouvernement Sarkozy Fillon que la voie est libre pour frapper encore, et que les directions syndicales demandent simplement à être associés puisque, dit le texte « action » de la direction, « aucune réforme ne peut se faire sans les personnels ni un réel contrôle démocratique » !

Pourtant ce ballet bien réglé entre gouvernement et directions syndicales peut être dérangé. Ainsi la réaction très vive des enseignants au projet de décret évaluation – coup majeur porté contre le statut – a contraint les directions syndicales à se prononcer pour le retrait du dit projet et à appeler à la grève le 15 décembre. Mais les directions syndicales entendent bien circonscrire la mobilisation dans des limites compatibles avec le maintien du dialogue avec le gouvernement. D'où le refus unanime de l'organisation, le 15 décembre, d'une manifestation centrale au ministère rassemblant contre le pouvoir toute la profession (notons au passage le rôle en pointe du courant PRSI contre cette perspective). D'où le refus des dirigeants de se prononcer pour le boycott du Comité technique ministériel du 20 décembre, point de passage obligé avant l'adoption du décret.

Toutefois, pour le retrait du projet de décret, rien n'est réglé. Plusieurs assemblées générales du personnel se sont tenues, manifestant la disponibilité des enseignants à combattre. Dans plusieurs établissements, des motions ont été adoptées, demandant l'organisation de la manifestation au ministère et le boycott du CTM (et pas seulement à l'initiative des militants Front Unique). Nous renvoyons le lecteur à notre site qui rend compte de ces prises de position.

C'est cette volonté qui s'exprime dans les établissements dont il faut décupler l'expression, et qui seule peut imposer aux dirigeants de rompre avec le gouvernement et de le combattre. C'est à cela qu'entend contribuer le courant Front Unique

Le 27 Novembre 2011

Intervention de Marie Claire Saint Lager dans le débat général, mardi 22 novembre

Il y a une semaine, le gouvernement a fait voter par le parlement, un jour de carence pour les arrêts maladie dans la fonction publique dans le cadre du budget 2012 qui a été adopté dans la foulée le mercredi 16.

Seul, le courant Front unique avait, au CDFN de septembre, défendu la perspective du combat contre le budget 2012, par la manifestation à l'assemblée nationale.

On le voit, le résultat est pire que ce qui avait été annoncé.

Dans les jours qui viennent le plan d'austérité n°2 de Fillon va être soumis à l'Assemblée dans le cadre de la rediscussion du plan de financement de la sécurité sociale.

Objectif : la destruction de nouveaux pans entiers des acquis ouvriers comme l'aggravation de la contre-réforme des retraites, les attaques contre les allocations familiales et les allocations logement, la réduction des dépenses de l'assurance maladie, celle du pouvoir d'achat avec l'augmentation de la TVA sur les transports, l'énergie, etc. Tout cela au nom de la réduction de la dette.

Le 5 novembre, à Morzine, Fillon avait averti « *L'heure de vérité a sonné. Il n'est pas utile de s'en prendre aux agences de notation, aux banquiers, aux spéculateurs* ». Pas question de s'en prendre à tous ceux qui sont à l'origine de ce déficit : aux travailleurs et à leur famille de payer pour eux !

Le seul moyen de défendre les travailleurs, c'est de préparer l'affrontement avec le gouvernement Sarkozy-Fillon.

Si rien n'est engagé contre ce plan d'austérité, il sera adopté à la fin de la session parlementaire, au plus tard début décembre.

Le 18 novembre, 11 jours après l'annonce du détail de ce plan, les fédérations et confédérations syndicales ont fini par se réunir.

Dans leur communiqué, signé par la FSU, elles déclarent « *s'opposer à ces mesures et obtenir d'autres solutions* » et pour cela « *interpeller le gouvernement, les élus et les responsables d'entreprises dans la période du 1er au 15 décembre.* »

Et cerise sur le gâteau offert au gouvernement, elles concluent par « *Dans ce cadre, le 13 décembre sera un temps fort de mobilisations* »

Comment signifier plus clairement que le gouvernement a carte blanche jusqu'à la fin de la session parlementaire pour mener tous ses coups bas contre les travailleurs ?

Sous le fouet de la crise, dans laquelle la France est entraînée à son tour, les « solutions » du gouvernement, des *responsables d'entreprises* [en fait les patrons !], ne sont rien d'autres que des attaques de plus en plus virulentes contre tous nos acquis sociaux.

Il y a, par exemple, le décret sur l'évaluation qui vise à réduire le salaire des enseignants, détruire leur statut, le cadre national des diplômés et de l'enseignement public,

ou encore le plan d'action de la RGPP que prépare la direction du CNRS pour tailler dans les effectifs, généraliser la précarité et préparer le transfert des personnels vers les universités en cours de privatisation.

Et à Bordeaux, le 15 novembre, Sarkozy n'a pas déclaré la guerre aux fraudeurs de la sécurité sociale, **il a déclaré la guerre contre la sécurité sociale elle-même, contre ce qui reste de cette conquête ouvrière.**

Car les vrais fraudeurs ce sont les patrons, ceux que le gouvernement Sarkozy-Fillon protège et dont il défend les profits. En 2010, ils ont à nouveau bénéficié de 30 milliards d'euros d'exonérations, 20% du total des cotisations patronales. En 10 ans, 250 milliards d'euros de salaires collectifs ont été ainsi volés, en toute légalité, aux travailleurs. L'État en compense une bonne partie augmentant sa dette; le reste creuse le « trou » de la sécurité sociale.

Mais pour le gouvernement et les patrons, ces exonérations, déjà massives, ne suffisent plus, ils veulent remettre en cause tout le financement de la Sécurité Sociale par eux, réduire à néant ce salaire collectif.

Le 15 novembre Sarkozy l'a martelé « *Nous devons repenser le système de financement de notre système social. (...) Le coût très élevé du travail dans notre pays pénalise notre économie.* »

C'est pourquoi, il a annoncé la mise en place d'un « *haut conseil du Financement de la Protection Sociale* » pour, dit-il, y « *associer les partenaires sociaux* ».

Le même jour, Laurence Parisot, au nom du MEDEF, se prononçait pour la TVA sociale, c'est-à-dire pour un transfert des charges patronales, sur la TVA et la CSG.

Telles sont « *les solutions à la crise* » que gouvernement et patrons veulent discuter avec les syndicats.

Dès maintenant, notre fédération, la FSU, doit annoncer qu'elle refuse de participer à ce « haut conseil », et appeler toute les autres organisations syndicales à le boycotter.

Notre CDFN doit assumer ses responsabilités en se prononçant pour le non remboursement de la dette et préparer dans l'unité avec les organisations syndicales : la CGT, FO, UNEF, la manifestation centrale, nationale de toute la classe ouvrière et de la jeunesse à l'Assemblée sur le mot d'ordre : A bas le plan d'austérité du gouvernement Sarkozy Fillon !

Une telle prise de position serait un acte politique qui ouvrirait la voie au combat pour affronter le gouvernement Sarkozy-Fillon, pour mettre un coup d'arrêt à cette déferlante d'attaques qui menace de réduire à un tas de ruine toutes nos conquêtes sociales comme en Grèce.

Intervention d'Olivier Rougerie dans le débat général le mardi 22 novembre.

Je me permets d'abord une première remarque : alors que les travailleurs sont sous le feu des attaques du gouvernement, on ne peut que s'étonner de la place accordée à la question des élections professionnelles dans l'ordre du jour, dans l'intervention de Bernadette Groison, etc. En la matière, quel combat réel a été mené pour que les élections ne se tiennent pas dans ces conditions ?

Le projet de décret et d'arrêté du gouvernement portant sur l'évaluation des enseignants constitue une attaque sans égal contre leur statut après la contre réforme de la formation des maîtres

C'est une arme à double tranchant.

Il s'agit à la fois de réduire de manière très substantielle le salaire à l'échelle de la profession. L'ancienne procédure de notation et d'avancement disparaît. Seule l'ancienneté vaudra pour la période 2012-2015. Au-delà l'entretien professionnel accordera des gains de 5 à 2 mois d'ancienneté.

C'est aussi une caporalisation des enseignants, une négation de leur qualification disciplinaire dans le second degré, et de leur qualification pédagogique pour l'ensemble.

L'évaluation, par le seul chef d'établissement, jugera l'enseignant sur tout autre chose que sa qualification disciplinaire et pédagogique : capacité à s'inscrire dans le projet d'établissement, capacité à faire progresser chaque élève, capacité à nouer des partenariats avec l'école, le patronat ... la police. C'est une transformation radicale des rapports sociaux dans les établissements. Une soumission absolue au projet d'établissement local, chef d'établissement.

Il y a quelques semaines, à la motion présentée par le courant front unique pour la défense inconditionnelle du statut, des décrets de 50, il nous a été répondu que l'on ne pouvait pas en rester au statut quo ! En voit ce qui l'en est !

Mais camarades, le projet n'est pas tombé du ciel. Comme l'indique clairement Josette Théophile, la DRH à l'origine de l'entretien professionnel des 2 et 20 ans de carrière « *Tout le monde est d'accord pour dire que le métier d'enseignant a évolué et que l'évaluation actuelle ne reflète qu'une partie des tâches qu'effectuent les enseignants* ».

Tout le monde : le gouvernement et les organisations syndicales ! Un tel décret n'aurait pu voir le jour sans la concertation, sans le dialogue social.

Voilà à quoi conduit la concertation ! Assez de concertation !

Le gouvernement a convoqué le CTM qui a à l'ordre du jour le projet le **20 décembre**.

Le CDFN doit décider dès maintenant que **la FSU et ses syndicats le boycotteront !**

Les directions syndicales font signer une pétition invitant les collègues à indiquer qu'ils sont pour le retrait. On ne peut que se féliciter que sous la pression des enseignants, la position commune soit le retrait. Mais le gouvernement va-t-il trembler devant une telle pétition. Il est à craindre qu'il en faudra bien plus.

Une grève est prévue le 15 décembre. S'il s'agit de combattre le gouvernement pour obtenir le retrait du projet sur l'évaluation, il faut alors réunir les conditions d'un tel combat. **Il faut pour cela affronter le gouvernement en centralisant toute la profession, au ministère, sur le seul mot d'ordre de retrait pur et simple du projet de décret.**

C'est la responsabilité du CDFN d'adopter une telle position. Il doit aussi s'adresser aux autres fédérations de l'enseignement public pour mener de façon unitaire un tel combat. Arracher une victoire au gouvernement aurait une portée dans l'enseignement, où depuis 2003 les défaites succèdent aux défaites. La victoire aurait au-delà une portée pour l'ensemble des travailleurs.

Intervention de Benoît Linqué : Présentation de la motion « Non au remboursement de la dette !

Pour le retrait du plan d'austérité du gouvernement Sarkozy-Fillon ! » mercredi 23 novembre

Le gouvernement Sarkozy-Fillon est en passe de remporter une nouvelle victoire politique d'envergure : son deuxième plan d'austérité, en moins de trois mois, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

Au centre des débats figurent notamment l'aggravation de la contre-réforme des retraites, la diminution des prestations sociales désormais indexées sur « la croissance économique », c'est-à-dire en réalité sur la crise, une nouvelle baisse des dépenses de l'assurance maladie, qui a eu pour conséquence l'instauration d'un premier jour de carence pour les fonctionnaires.

Si le gouvernement peut ainsi avancer au pas de charge dans la destruction des acquis des travailleurs, la responsabilité en incombe totalement aux directions syndicales. Les faits parlent d'eux-mêmes.

Il a fallu attendre le 18 novembre avant que l'intersyndicale ne daigne s'exprimer sur le plan d'austérité annoncé par Fillon le 7 novembre. Quant au contenu du communiqué intersyndical signé par la FSU, il donnait le feu vert au gouvernement pour dérouler en toute quiétude sa nouvelle offensive réactionnaire. En effet, ce communiqué se situe à l'exact opposé du nécessaire combat contre le gouvernement : il se prononce pour une nouvelle journée d'actions décentralisées, sans appel à la grève, le 13 décembre... après le vote du plan d'austérité à l'Assemblée nationale

Les « actions » organisées le 13 décembre sont censées constituer le point d'orgue d'une campagne démocratique et citoyenne visant à interpellier les patrons, les députés et donc la majorité UMP au sujet des solutions alternatives à l'austérité pour résoudre la crise.

S'adresser ainsi aux responsables de la crise, aux patrons qui suppriment des emplois à tour de bras comme à Peugeot, à la majorité UMP qui est aux ordres de Sarkozy, pour demander gentiment à tout ce beau monde de partager les richesses, d'augmenter les salaires, d'arrêter les licenciements, de renforcer les services publics, cela revient ni plus ni moins à demander au tenancier d'une maison close de prôner la vertu.

Aucun travailleur ne peut croire une seule seconde à l'efficacité d'une telle campagne d'interpellation. Les auteurs du communiqué n'y croient sans doute pas eux-mêmes.

Dans ces conditions, nul besoin d'attendre le 15 décembre pour tirer le bilan de toute cette mascarade : le résultat est déjà là sous nos yeux et il est accablant : protégés par la journée d'actions du 13 décembre, les députés UMP rivalisent d'ingéniosité pour mettre en place les coupes dans les dépenses d'assurance-maladie : un deuxième jour de carence pour les fonctionnaires ? Un quatrième jour pour les salariés du privé ? Qui dit mieux ?

Même si le temps est de plus en plus compté, il est encore possible de s'opposer au plan d'austérité.

L'alternative posée à la FSU comme aux autres organisations syndicales est la suivante :

-soit s'en tenir à la journée d'action du 13 décembre, c'est-à-dire rééditer le dispositif du 11 octobre qui a laissé les mains libres à la majorité UMP pour voter en toute quiétude le budget 2012, « le budget le plus rigoureux depuis 1945 » dicit Fillon, ce qui dans les faits reviendrait à accepter que les travailleurs continuent de rembourser au prix fort une dette qui n'est pas la leur.

-soit au contraire réunir les conditions de l'affrontement avec le gouvernement pour tenter de faire barrage au vote du plan d'austérité.

Dans la perspective d'un tel combat, la responsabilité de ce CDFN est de se prononcer pour le retrait pur et simple du plan d'austérité du gouvernement et de s'adresser sur cette base aux autres fédérations et confédérations syndicales : CGT, FO, UNEF pour appeler ensemble à la grève et à la manifestation centrale à l'assemblée nationale au moment du vote de ce plan.

Non au remboursement de la dette !

Pour le retrait du plan d'austérité du gouvernement Sarkozy-Fillon !

Le plan d'austérité du gouvernement Sarkozy-Fillon, annoncé le 7 novembre, constitue une nouvelle offensive destructrice contre les acquis des travailleurs : aggravation de la contre-réforme des retraites, attaque contre les prestations sociales désormais indexées sur le taux de croissance, c'est-à-dire sur la crise, nouvelles baisses des dépenses de santé, augmentation de la TVA sur les transports, sur les médicaments non remboursés..., alourdissement de l'impôt payé par les couches populaires.

L'objectif du gouvernement est clair : il s'agit de continuer à faire rembourser aux travailleurs et à la jeunesse une dette dont ils ne doivent pourtant pas un seul euro puisqu'elle constitue en réalité la facture des aides versées aux responsables de la crise, les banquiers et les patrons.

Le plan d'austérité du gouvernement est en cours de discussion à l'Assemblée nationale.

L'adoption d'un tel plan représenterait une nouvelle victoire politique de première importance pour le gouvernement qui lui servirait de point d'appui pour accélérer encore son offensive réactionnaire, en particulier contre la sécurité sociale et ce qu'il reste de son financement fondé sur le salaire collectif des travailleurs.

Le seul moyen de mettre un coup d'arrêt à cette déferlante d'attaques est de préparer l'affrontement avec le gouvernement.

Le CDFN considère qu'il est encore possible d'adopter une orientation qui permette de combattre pour le retrait du plan d'austérité : pour cela, il est nécessaire que la FSU s'adresse à la CGT, à FO et l'UNEF pour que soit organisée en urgence manifestation centrale des travailleurs et de la jeunesse à l'Assemblée nationale sur le mot d'ordre : à bas le plan d'austérité Sarkozy-Fillon !

Pour : 8 contre : 61 abstention : 3 nppv : 25

Intervention de Marie Claire Saint Lager : Présentation de la motion : « Pour la défense de la Sécurité Sociale Non à la participation au Haut Conseil du Financement de la protection sociale » !

Le bilan des attaques du gouvernement contre les acquis sociaux est impressionnant. Le fait qu'il soit question aujourd'hui d'un deuxième jour de carence pour les congés maladie dans la fonction publique, dans le cadre du plan d'austérité n°2 de Fillon, illustre leur violence de ces attaques. Elle montre ce que le gouvernement ose se permettre.

Mais comment pourrait-il en être autrement ?

Dans le texte « action » soumis au vote de ce CDFN par la direction de la FSU, nulle part il n'est question de combat contre le gouvernement Sarkozy-Fillon, contre son plan d'austérité.

Dans le paragraphe « Agir » il est écrit « *La FSU juge urgent de mener un large débat sur la situation de crise et sur les alternatives possibles pour en sortir* ».

Il ne s'agit pas de « débattre » des solutions à la crise mais de combattre ce gouvernement dont toute la politique se résume à un seul objectif : nous faire payer la crise.

Maintenant le Sarkozy a en ligne de mire la sécurité sociale. Il a décidé la mise en place d'un *Haut Conseil du Financement de la Protection Sociale*. Le but est fixé : faire baisser le coût du travail. Les réponses sont données à l'avance avec notamment la TVA sociale. C'est-à-dire supprimer les cotisations patronales et les remplacer par la TVA et la CSG payées par les travailleurs.

L'exemple donné est l'Allemagne qui a déjà instauré cette TVA sociale, officiellement pour abonder les allocations chômage. En fait, elle a essentiellement servi à réduire l'endettement de l'Etat allemand.

Le rôle de ce « haut conseil » est donc d'associer les organisations syndicales à la destruction de la sécurité sociale. Comme pour les retraites.

Hier, la secrétaire nationale de notre fédération a expliqué que la FSU avait remporté une victoire à l'automne dernier : celle d'avoir fait passer l'idée qu'une autre réforme des retraites était possible. Pour les travailleurs cette « victoire » a le goût amer de la défaite avec des conséquences bien concrètes, l'allongement de la durée des cotisations, le recul du départ à taux plein. Et cette défaite le gouvernement nous la faire boire jusqu'à la lie : cet été il y a eu un allongement accéléré de la durée des cotisations de 41 à 41,5 ans, puis maintenant l'aggravation de la contre-réforme dans le cadre du plan d'austérité de Fillon II.

Le CDFN doit en tirer les conséquences et décider aujourd'hui que la FSU n'ira pas « débattre » dans ce « haut conseil » de comment liquider la sécurité sociale.

Pour la défense de la Sécurité Sociale :

Non à la participation au Haut Conseil du Financement de la protection sociale !

Le 15 novembre Sarkozy l'a martelé « *Nous devons repenser le système de financement de notre système social. (...) Le coût très élevé du travail dans notre pays pénalise notre économie.* » . Pour le gouvernement et les patrons, les exonérations déjà massives de charges sociales, qui sont en réalité un vol d'une part du salaire collectif des travailleurs, ne suffisent plus. Leur objectif est de supprimer la part patronale notamment via la TVA sociale qui taxera les travailleurs. Il s'agit également d'ouvrir encore plus grande la porte aux assurances privées.

Dans cet objectif, il a annoncé la mise en place d'un « *haut conseil du Financement de la protection Sociale qui associera les partenaires sociaux* ».

Le nom vaut pour programme.

La FSU n'a pas à siéger aux cotés de ceux qui ne visent qu'un but : liquider la sécurité sociale comme conquête ouvrière

En conséquence, le CDFN décide que notre fédération ne participera pas à ce Haut Conseil et qu'elle appelle dès maintenant toutes les autres organisations syndicales à faire de même.

Pour : 9 contre : 58 abstention : 4 nppv : 24

Intervention de Denis Dutheil, présentation de la motion sur l'évaluation, mercredi 23 novembre.

Mon intervention portera sur l'évaluation, attaque majeure, étrangement mise en retrait dans les débats de ce CDFN.

Pourquoi faut-il organiser une manifestation nationale au ministère, le 15 décembre ?

Et pourquoi faut-il boycotter le CTM du 20 décembre ?

Parce que c'est le seul moyen d'affronter le gouvernement et de matérialiser le mot d'ordre de retrait des projets de

décret et arrêté portant sur l'évaluation des enseignants.

Pourquoi une manifestation centrale au ministère le 15 décembre ? Parce que la journée d'appel a lieu avant le CTM du 20 décembre où est mise à l'ordre du jour cette agression historique contre les statuts des enseignants. Cela montrerait toute la détermination à faire reculer le gouvernement.

Attendre janvier comme l'a suggéré hier, entre autre, la camarade de l'Ecole Emancipée laisserait toute latitude au gouvernement pour poursuivre ses attaques.

Le SNES a appelé au retrait, l'intersyndicale se prononce également pour ce retrait. **Mais ne pas organiser une manifestation nationale au ministère, serait une fois de plus dire au gouvernement "Nous nous sommes prononcés contre vos projets mais nous n'allons pas mobiliser pour vous l'imposer."** Cet appel au retrait ne serait plus que paroles en l'air.

Boycotter le CTM est l'autre condition pour couper l'herbe sous les pieds du gouvernement, puisque ce CTM est un instrument visant à associer les directions syndicales aux attaques qui nous sont portées. **Boycotter de CTM, ce serait dire clairement au gouvernement : nous n'acceptons aucune concession sur cette question, nous n'avons rien à négocier.**

Bernadette Groison nous expliquait hier que l'attaque contre la Fonction publique était "frontale" et que "la remise en cause n'est plus cachée mais réelle". Il était temps d'ouvrir les yeux !

Daniel Robin déclarait dans la presse que c'était "une déclaration de guerre". C'est clair, non ?

Alors, est-ce qu'on va ranger les lames émoussées pour sortir la grosse artillerie ?

Ne pas opposer à ses attaques une réponse à la hauteur de l'enjeu, serait dramatique.

Avec de telles déclarations, je ne doute pas que notre secrétaire générale, le co-secrétaire du SNES et l'ensemble de ce CDFN va voter la motion Front Unique que je présente et qu'on peut résumer ainsi :

Pour obtenir le retrait des projets gouvernementaux, le CDFN de la FSU décide que la FSU

- Prépare l'organisation d'une manifestation centrale de toute la profession, au ministère, à Paris, le jour de l'appel à la grève, le 15 décembre.

- Boycottera le CTM du 20 décembre ayant à l'ordre du jour les projets relatifs à l'évaluation. Sur cette base, la FSU s'adresse aux autres organisations pour qu'elles reprennent une même orientation.

« Projets de décret et d'arrêté portant sur l'évaluation des enseignants ».

Les projets de décret et d'arrêté portant sur l'évaluation des enseignants constituent une attaque d'une importance historique contre le statut et la qualification des enseignants, contre l'enseignement public, contre le droit à l'instruction de la jeunesse.

Ils prévoient

- Une diminution considérable de salaire à l'échelle de toute la profession.

- Une soumission des enseignants au chef d'établissement via les nouvelles modalités d'évaluation, une négation de leur qualification disciplinaire dans le secondaire et pédagogique pour tous.

En conséquence, pour obtenir le retrait des projets gouvernementaux, le CDFN de la FSU décide que la FSU :

- Prépare l'organisation d'une manifestation centrale de toute la profession, au ministère, à Paris, le jour de l'appel à la grève, le 15 décembre.

- Boycottera le CTM du 20 décembre ayant à l'ordre du jour les projets relatifs à l'évaluation.

Sur cette base, la FSU s'adresse aux autres organisations pour qu'elles reprennent une même orientation.

Pour : 8 contre : 56 abstention : 7 nppv : 21

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....Prénom :.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante:
Front Unique, 46, rue de Trémonteix, 63100 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : mel@frontunique.com